

NIGERIA : FICHE PAYS NIGERIA – MAI 2024



Catégorie OCDE (2023) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B- / Caa1 / B-

Change : naira / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de réduction des GES : -20% horizon 2030. Neutralité carbone 2060

FORCES

- Importantes réserves de pétrole (près de trois fois celles de l'Angola)
- La taille de son marché rend le pays très attractif
- Secteur privé dynamique

FAIBLESSES

- Forte dépendance aux hydrocarbures (40% des revenus budgétaires, 90% des exportations)
- Progression de la dette et poids élevé des charges d'intérêt
- Situation politique/ sécuritaire instable, tensions sociales

SYNTHÈSE :

Evolution des risques : négative

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : les retombées positives des prix élevés du pétrole sur l'économie du Nigéria sont atténuées par les contraintes qui pèsent sur sa production (sabotage, manque d'investissements...). L'inflation (plus de 33% en avril 2024) freine la consommation et les investissements sont limités par le niveau élevé des taux d'intérêt (26,25% en mai 2024). Les services (TIC, commerce notamment) soutiennent la croissance et la hausse (modeste) de la production de pétrole pourrait porter le taux de croissance à +3,3% en 2024 (+2,9% en 2023) avant de ralentir à +3% en 2025.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : la hausse de la fiscalité devrait être insuffisantes pour compenser la progression des dépenses. La suppression des subventions reste partielle et le poids du service de la dette élevé. Le déficit pourrait ainsi, comme en 2023, rester supérieur à -4% du PIB en 2024 (-4,6 %) et 2025 (-4,2%). Bien que le ratio de dette publique (autour de 46% du PIB attendu en 2024) soit inférieur à celui de la majorité des pays de la zone, son évolution doit être surveillée. Sa structure (majoritairement domestique et à long terme) est plutôt favorable mais le poids de son service reste très élevé, obligeant l'Etat à y consacrer la majeure partie de ses recettes budgétaires.
- **Vulnérabilité extérieure** : la faiblesse des importations devrait permettre au Nigéria de conserver un léger excédent du solde courant (inférieur à 1% du PIB). La dette extérieure devrait être en forte hausse à 44% en 2024 (+14 pp par rapport à 2023) après la chute du cours du naira face au dollar (près de -70% entre janvier 2023 et mai 2024). Les pressions à la baisse sur la monnaie nigériane pourraient s'atténuer après cet ajustement brutal consécutif à des mesures de réforme du système de change. Les tensions sur les liquidités en devises restent fortes.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire a montré une certaine résilience depuis la crise sanitaire. La concentration des prêts dans le secteur des hydrocarbures constitue une source de vulnérabilité.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : M. Tinubu, candidat du parti du président sortant (All Progressive Congress-APC), a été élu en mars 2023 aux termes d'un scrutin qui a peu mobilisé. Le mécontentement social reste fort, attisé par le niveau élevé de l'inflation. La situation sécuritaire (attaques terroristes au nord, mouvements rebelles du delta du Niger au sud) demeure instable.
- **Climat des affaires** : le Nigéria présente d'importantes lacunes en matière de gouvernance (corruption). Le pays a été inscrit sur la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) (*) en février 2023.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : Le Nigeria est très vulnérable au risque climatique (131^{ème} sur 180) et important émetteur de CO2 (127^{ème} sur 160 s'agissant des émissions par habitant). Le pays s'est engagé à réduire ses émissions de GES de 20% à 47% à l'horizon 2030, notamment en développant les sources d'énergie renouvelables et vise la neutralité carbone en 2060. Le pays se classe 29^{ème} sur 60 pays pour la politique climat témoignant de l'engagement de l'Etat Nigérien dans ce domaine.

(*) Le GAFI dirige l'action mondiale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la prolifération.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Hydrocarbures	90,0%	Produits pétroliers raffinés	26,2%
Engrais	1,2%	Machines, engins mécaniques	15,5%
		Eqpts électriques	6,4%
		Véhicules automobiles, cycles	8,1%
		Plastiques	4,0%

Source: International Trade Center, CNUCED

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Inde	15,1%	Chine	24,2%
Espagne	10,9%	Pays-Bas	9,5%
Pays-Bas	8,8%	Inde	8,4%
France	6,2%	Etats-Unis	7,6%
Etats-Unis	5,1%	France (8 ^{ème})	2,5%

Source: International Trade Center, CNUCED



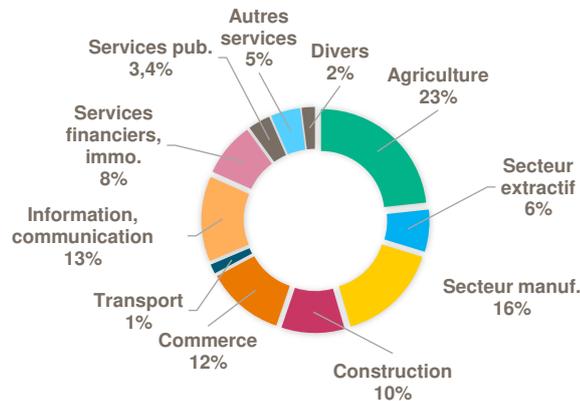
TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

NIGERIA		2019	2020	2021	2022	2023(e)	2024(p)	2025(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE								
PIB (Mds USD, courant)		448,1	429,4	441,4	477,4	374,9	252,7	251,2
	<i>Rang PIB mondial</i>	27	27	31	31	39	40	37
Population (Mns)		201,0	206,1	211,4	216,7	222,2	227,7	233,3
	<i>Rang Population mondiale</i>	6	6	6	6	6	6	6
PIB / habitant (USD)		2 230	2 083	2 088	2 202	1 688	1 110	1 077
Croissance PIB (%)		2,2	-1,8	3,6	3,3	2,9	3,3	3,0
Inflation (moyenne annuelle, %)		11,4	13,2	17,0	18,8	24,7	26,3	23,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*		10,8	7,9	6,4	5,1	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES								
Dette publique (% PIB)		29,2	34,5	35,7	39,4	46,3	46,6	46,8
Solde public (% PIB)		-4,7	-5,6	-5,5	-5,4	-4,2	-4,6	-4,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.) ⁽¹⁾		32,3	32,3	33,8	31,1	35,1	28,2	30,5
POSITION EXTERNE								
Solde courant (% du PIB)		-3,1%	-3,7%	-0,7%	0,2%	0,3%	0,6%	-0,1%
IDE (% du PIB)**		-0,6%	-0,9%	-1,2%	0,1%	0,1%	-0,9%	-1,3%
Réserves (en mois d'importation B&S)*		6,3	6,6	6,0	6,0	5,4	5,7	6,1
Dette extérieure totale (% PIB)**		22,8%	24,5%	25,3%	25,1%	30,3%	44,0%	46,5%
Dette extérieure CT (% PIB)		4,7%	4,3%	4,2%	4,6%	6,3%	10,8%	12,2%
Taux de change		306,9	358,8	400,0	426,0	637,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE								
Fonds propres / actifs pondérés		14,6	15,1	14,6	13,8	13,3	NA	NA
Taux de NPL		6,0	6,0	4,9	4,0	4,0	NA	NA
ROE		25,3	23,4	16,0	17,2	28,5	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE								
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*		187	187	185	184	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*		131	131	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT								
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a		131	129	127	127	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b		128	129	131	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c		NA	NA	NA	NA	NA	29	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI (WEO&REO 04/2024, rapport pays 05/2024);*Banque Mondiale;**Oxford Economics
a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (Indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

⁽¹⁾ Budget consolidé

Nigéria : part des secteurs dans l'activité (% PIB, 2022)



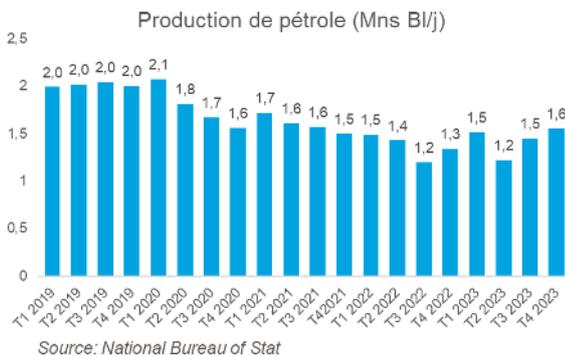
Source: Nigerian Stat



1. SITUATION ECONOMIQUE

- Une économie tirée par les secteurs hors pétrole

Le Nigéria est le 1^{er} producteur de pétrole d'Afrique sub-saharienne, devant l'Angola. Le pays fait toutefois face depuis 2020 à une baisse de sa production (sabotage, champs vieillissants, manque d'investissements). Elle est repartie à la hausse fin 2023 mais, à 1,28 Mb/j en avril 2024, reste inférieure au quota OPEP du pays (1,5 Mb/j). Malgré la promulgation du « Petroleum Industry act » en août 2021 pour attirer les investisseurs et l'annonce de l'ouverture de nouveaux puits, les capacités de production devraient rester contraintes à moyen terme. Les coûts de production du brut nigérian, parmi les plus élevés au monde¹, ne favorisent pas les investissements.



Le secteur pétrolier ne pèse plus qu'environ 5% du PIB (15% en 2010), mais les recettes du secteur restent essentielles pour le budget (40% des revenus) et les ressources en devises (90% des exportations).

L'absence de capacité de raffinage a longtemps constitué une source de vulnérabilités du Nigéria, contraint d'importer la totalité de son carburant. La mise en service, début 2024, de la raffinerie de Dangote² va permettre de réduire la dépendance du pays au carburant importé.

Le secteur gazier pourrait être porteur, mais à long terme. D'importantes infrastructures pour l'exploitation des ressources destinées à approvisionner le marché intérieur sont en cours de réalisation (gazoduc AKK³). L'intérêt croissant de l'Europe pour le gaz africain pourrait également soutenir les investissements. La réalisation d'un gazoduc Nigeria-Maroc, pour alimenter le marché européen est ainsi à l'étude.

Le pays a en outre lancé en avril 2024 la construction d'une usine de traitement de lithium.

La croissance est tirée surtout par les services (43% du PIB) dont l'activité devrait rester dynamique, en particulier le commerce et les technologies de l'information et de la communication, dominées par un secteur privé performant.

- Les effets positifs des réformes du Président Tinubu se font attendre

Après la contraction (-1,8%) en 2020 et le rebond en 2021 (3,6%), la croissance nigériane a ralenti en 2022-23, freinée par la contraction du secteur pétrolier et la forte inflation.

La hausse des prix, qui avait débuté en 2022, a nettement accéléré après les réformes lancées par le Président élu en 2023 : libéralisation du naira (provoquant une forte dépréciation) et suppression des subventions aux carburants. Une production agricole insuffisante a aussi contribué à alimenter l'inflation, qui dépassait 33% en mars 2024. Elle pourrait ralentir courant 2024, avec la modération des prix alimentaires et les effets du resserrement monétaire, mais devrait rester élevée et peser sur la consommation (+26 % en moyenne sur l'année selon le FMI).

Le resserrement de la politique monétaire limitera en outre les investissements.

L'augmentation attendue de la production et de l'exportation de pétrole pourraient toutefois permettre une accélération de l'activité (+3,3%) en 2024 selon le FMI, suivie d'un léger ralentissement à 3% en 2025.

Ces prévisions sont cependant entourées d'incertitudes compte tenu de la situation internationale (conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, évolution de la demande mondiale, des taux d'intérêt...) mais aussi nationale (production de pétrole, tensions sécuritaires et sociales, cours du naira...). Les risques climatiques (El Niño) pourraient également avoir un impact sur la production agricole.

A plus long terme, les perspectives de croissance pourraient être portées par le plan de développement (« Agenda 2050 ») lancé en 2023. Le gouvernement vise un taux de croissance ambitieux de 7%/an pour atteindre la catégorie des pays à revenu moyen supérieur⁴. A ce stade, le FMI prévoit toutefois une croissance annuelle de l'ordre de 3,2% d'ici 2029, face à une croissance moyenne de sa population de l'ordre de 2%/an⁵.

- Une politique monétaire restrictive

Face à la hausse de l'inflation, la banque centrale (CBN) a relevé à plusieurs reprises son taux directeur, le portant à 26,25% en mars 2024 (+1 475 pb depuis mai 2022). Les tensions sur le naira et la hausse des prix alimentaires pourraient inciter la CBN à poursuivre cette politique d'ici fin 2024, malgré l'impact négatif sur la croissance. Le nouveau Gouverneur (O. Cardoso), nommé en septembre 2023 semble en effet privilégier un objectif d'inflation afin de retrouver la confiance des investisseurs et attirer les capitaux étrangers.

¹ Près de 49 \$/bl contre 2 à 8\$/bl en Arabie Saoudite et 10-15 \$/bl en Iran selon [Federal Inland Revenue Service \(FIRS\) nigérian](#),

² la plus importante du continent Africain, financée par l'entrepreneur privé A. Dangote

³ notamment Gazoduc Ajaokuta-Kaduna-Kano (AKK) dont la construction a débuté en juin 2020 pour alimenter une centrale

⁴ Selon la terminologie de la [Banque Mondiale](#)

⁵ Moyenne annuelle 2024-29, FMI WEO avril 2024



- **Un secteur bancaire plutôt résilient**

Le secteur bancaire, composé d'une vingtaine d'établissements est **dominé par cinq banques** (Zenith Bank, Access Bank, UBA, Union Bank et First Bank) représentant 45% des actifs.

L'inclusion financière progresse mais l'objectif d'atteindre 95% de la population en 2024 (74% en 2023) semble ambitieux⁶.

Le niveau de capitalisation tend à se dégrader avec un ratio fonds propres / actifs pondérés de 13% en 2023 (15% en 2020)⁷, **mais reste supérieur au minimum réglementaire** (10%). Les prêts non performants sont plutôt orientés à la baisse (4% du total des prêts contre 6% en 2020). La mise en place de nouvelles exigences de provisionnement, dans le cadre du cadre réglementaire Bâle 3, a été annoncée en avril 2024 et prévoit une période de transition (jusqu'en 2026).

Les établissements bancaires sont très exposés sur les secteurs des hydrocarbures (plus de 1/4 des crédits). Les banques sont exposées sur l'Etat à hauteur d'environ 1/4 de leurs actifs (23% des crédits en avril 2023).

A noter que **début octobre 2021**, le Nigeria a été le premier pays africain à émettre une monnaie digitale (**eNaira**, émise et règlementée par la Banque Centrale Nigérienne). Son utilisation reste limitée à ce stade.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Un système fiscal complexe**

Basé sur le fédéralisme (36 états et 774 gouvernements locaux), **le système fiscal implique une répartition des recettes pétrolières** entre le budget fédéral (44 %), huit états producteurs (13 %) et les collectivités locales (43 %), en fonction notamment de leur population et de leurs revenus (les états du Nord, les plus pauvres, reçoivent proportionnellement davantage). Les entités sub-souveraines ont une certaine autonomie qui rend difficile le contrôle de leurs dépenses.

- **Difficile maîtrise des finances publiques**

Malgré les annonces en faveur de la diversification des recettes, **les hydrocarbures pèsent encore de l'ordre de 40% des revenus du budget consolidé**.

Malgré les difficultés de production de pétrole, la hausse des cours et la progression des revenus hors hydrocarbures ont permis à l'Etat de ramener son déficit à **-4,2% du PIB en 2023**.

Les recettes de l'Etat estimées à 9,4% du PIB en 2023 (budget consolidé) **restent toutefois très inférieures à la moyenne d'Afrique sub-saharienne** (environ 20% du PIB) et à celle de la zone CEDEAO (18%). De nouvelles mesures pour les augmenter ont été annoncées : hausse progressive de la TVA de 7,5% à 15% en 2026,

digitalisation... Elles seront cependant en partie compensées par un allègement de la fiscalité des entreprises.

Côté dépenses, l'Etat s'est engagé à améliorer la protection sociale, a accordé des hausses de salaires dans la fonction publique et lancé des discussions début 2024 pour la revalorisation du salaire minimum. Le secteur agricole devrait également être soutenu pour améliorer la sécurité alimentaire. Les dépenses de défense / sécurité resteront élevées face à la détérioration de la situation au nord du pays. Par ailleurs, le poids du service de la dette continuera à peser fortement sur le budget. Enfin, malgré les annonces faites par le nouveau Président mi-2023, les subventions sur les carburants n'ont pas été supprimées. Leur poids a été ramené à moins de 1% du PIB en 2023 (2,2% en 2022) mais le FMI estime qu'en l'absence de nouvelle hausse des prix à la pompe (difficile à envisager socialement), il atteindrait 3% du PIB en 2024.

Le déficit devrait en conséquence rester élevé en 2024, de l'ordre de -4,6% du PIB selon le FMI (contre - 3,4% prévu dans le projet de budget du gouvernement). La mise en place progressive des mesures visant à augmenter les revenus pourrait permettre **d'améliorer légèrement le déficit à -4,2 % du PIB en 2025**, sous réserve qu'elles soient effectivement mises en œuvre. **Le solde devrait cependant peu s'améliorer par la suite.**

- **Endettement en hausse et charge d'intérêts très élevée**

La dette publique ne cesse de progresser et a dépassé 46% du PIB en 2023, soit plus de 10 pp au-dessus du ratio de 2021. Cette augmentation est en partie due à l'intégration dans la dette du financement monétaire du déficit par la Banque centrale⁸.

La structure de la dette est néanmoins favorable, avec une part majoritaire de dette domestique (60%) et à moyen terme⁹ (85%). Le poids élevé de dette en monnaie locale implique un effet plutôt positif de la dépréciation du naira face au dollar, qui réduit mécaniquement le montant en USD de la dette et pourrait atténuer la détérioration du ratio en 2024. Le FMI table pour une stabilisation du ratio après un pic à près de 47% attendu en 2025. Ce niveau reste inférieur à la moyenne d'Afrique sub-saharienne (60% en 2023 selon les estimations du FMI) et au seuil recommandé par la CEDEAO (70%), mais supérieur à celui fixé dans la Stratégie de la dette à moyen terme du Nigeria (40% du PIB). **La trajectoire de la dette nigérienne doit être surveillée.**

Le poids du service de la dette constitue l'une des principales fragilités du pays. Le ratio intérêts / revenus du budget fédéral a été ramené à 77% en 2023 (près de 88% en 2022) et atteignait 35% pour le budget consolidé. Selon Fitch Solutions, le service (principal et intérêts) a pesé plus de 90% des revenus fédéraux au cours des trois

⁶ Source CBN - : Cardoso Calls for Stakeholders' Commitment to 95% Financial Inclusion Target (cbn.gov.ng)

⁷ Ratio minimum : 15% pour les banques avec activité internationale, 10% pour celles avec activité domestique

⁸ Lignes d'avances au titre du mécanisme de financement "ways and means" refinancées sur 40 ans à 9% suite à l'accord de l'Assemblée de mai 2023

⁹ maturité moyenne estimée à 13 ans



premiers trimestres 2023¹⁰. Ce poids s'explique par la proportion importante de dette locale (à taux élevés) et de dette extérieure non concessionnelle (Eurobonds) mais aussi par la faible mobilisation des recettes fiscales.

Le FMI prévoit une modeste amélioration du ratio à 75% des revenus fédéraux en 2025.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Dépendance quasi totale aux hydrocarbures**

Les hydrocarbures (majoritairement le pétrole) représentaient en moyenne 90% des exportations sur la période 2018-2022, rendant le Nigéria extrêmement dépendant, non seulement aux évolutions des cours mais aussi des volumes produits et à la demande de ses clients. En 2022, l'Inde était le 1^{er} marché d'exportation de pétrole du Nigéria, suivie de l'Espagne et des Pays-Bas. La France était à la 6^{ème} position.

- **Erosion de l'excédent courant**

La (même modeste) augmentation de la production de pétrole et le maintien de cours relativement élevés devraient soutenir les exportations en 2024. La baisse des importations (lancement de la production de la raffinerie Dangote et faiblesse de la demande interne) devrait permettre de dégager un **léger excédent (+0,6% du PIB) en 2024**. Par la suite, les exportations pourraient être insuffisantes pour permettre au pays de conserver son excédent courant. La dégradation du solde devrait cependant être limitée (déficit inférieur à -1% du PIB) grâce à la baisse des importations de carburant, liée à la montée en puissance des capacités de raffinage.

La situation politique et sécuritaire du pays et les difficultés économiques ne favorisent pas les flux d'investissements, en net repli ces dernières années.



La hausse des taux dans les marchés avancés a contribué à réduire l'attractivité des titres émergents, limitant les entrées de capitaux. Les récentes réformes (baisse des subventions, libéralisation du taux de change) étaient attendues par les investisseurs, mais leurs conséquences à court terme (inflation, tensions sur les liquidités et mouvements sociaux...) les incitent à la prudence.

- **Une dette extérieure en hausse et une structure qui l'expose aux risques de marché**

La dette extérieure du Nigéria a progressé en 2023 à 30% du PIB (+5 pp) et pourrait atteindre 44% en 2024 en lien avec la dépréciation du naira face au dollar. Le ratio

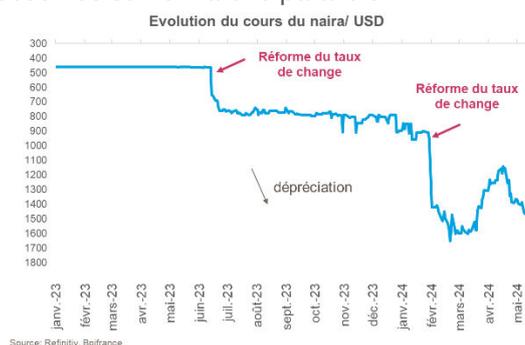
reste cependant inférieur à la moyenne de la zone (autour de 46%).

La dette extérieure publique (47% de la dette extérieure totale en 2023) est composée à 35% de **dette obligataire** (moins de 10% en 2010). **Les taux sur les titres souverains nigériens ont nettement progressé pour dépasser 19,3 %** (taux à 10 ans) en mai 2024 contre 12,6% environ début 2022, incitant l'Etat à reporter toute nouvelle émission. Le pays tente de privilégier les financements concessionnels. Il a obtenu en 2023 un prêt syndiqué de l'African Eximbank (3,3 Md\$) garanti par des livraisons de pétrole et sollicité, début 2024, un prêt de 2,25 Md \$ auprès de la Banque mondiale.

- **Tensions persistantes sur le marché des changes**

Depuis 2016, le cours du naira n'est officiellement plus indexé sur le dollar.

En juin 2023, le Président Tinubu, nouvellement élu, a décidé de réformer le système de change, jugé trop complexe et peu transparent. Les mesures de restriction d'accès aux devises qui pesaient depuis plusieurs années pour l'importation d'une quarantaine de produits ont été levées. **Ces mesures ont provoqué une chute de 40% du cours du naira face au dollar**, se rapprochant des cours observés sur le marché parallèle.



Début 2024, des mesures supplémentaires sur la réglementation des changes ont provoqué un nouveau décrochage (-46% entre janvier et fin février) du naira. Le relèvement des taux d'intérêt, l'unification des guichets de change et le paiement d'arriérés de change dus par la CBN aux banques commerciales¹¹ ont par la suite permis de raffermir le cours. **Mais les pressions à la baisse se sont renforcées en mai 2024 et risquent de persister.** Leur ampleur et leur durée dépendront de l'évolution du solde courant (la baisse des importations devrait réduire la demande de devises), mais aussi de la politique monétaire dans les pays avancés. La baisse attendue des taux américains (mais dont l'horizon est incertain) pourrait améliorer l'attractivité relative des marchés émergents. Mais la confiance des investisseurs dans les capacités du gouvernement nigérian à stabiliser la situation économique et à progresser dans les réformes sera également déterminante.

¹⁰ Source : [BMI, Fitch Solutions](#) - Country report Q3 2024

¹¹ Ces sommes (≈ 7Md\$) correspondent à des contrats de change à terme souscrits par des entreprises auprès de banques locales qui ont dû rembourser les lignes de crédit en devises sur leurs propres fonds.



Le cours du naira devrait rester très volatil. Les pressions à la baisse pourraient s'atténuer, en l'absence de forte baisse des cours et/ou de la production de pétrole.

- Le manque de liquidités reste un sujet de préoccupation.

Le prix élevé du pétrole a permis aux Autorités de limiter la baisse des **réserves de change qui sont cependant en repli à 32 Md\$ fin avril 2024** (plus de 40 Md\$ début 2022), représentant de l'ordre de 5 mois d'importations.

Les tensions sur les liquidités risquent de persister dans un contexte national et international peu propice aux flux d'investissements étrangers. **Les réserves couvrent néanmoins les montants des échéances de dette externe 2024 et 2025** (environ 9,5 Md\$/ an selon la Banque Mondiale, dont une échéance obligatoire souveraine de 1,1 Md\$ en 2025).

4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- Un nouveau président élu en 2023

Le Président Buhari, a renoncé à se présenter à l'élection présidentielle de février 2023, après ses deux mandats, conformément à la Constitution. Le candidat de son parti (All Progressive Congress-APC), **Bola Ahmed Tinubu, a été élu avec un score inférieur à 37%¹² des voix** aux termes d'un scrutin marqué par des dysfonctionnements et un très faible taux de participation (moins de 27%). Ce résultat, contesté par l'opposition, a été confirmé par décision de la Cour suprême.

- Vives tensions sociales et sécuritaires

Les rivalités **au sein d'une élite divisée selon des critères ethniques, religieux** et géographiques fragilisent la situation sociale. Les tensions sont alimentées par le niveau élevé du chômage (40% pour les 15-24 ans) et une pauvreté¹³ qui a atteint 46% de la population en 2023. Près de 20 M de Nigériens (8% de la population) souffriraient d'insécurité alimentaire en 2023, en particulier dans le nord-est du pays. La forte inflation et les réformes de la fiscalité (hausse de la TVA) accentuent les risques de détérioration de la situation sociale.

La situation sécuritaire est dégradée. Le nord est en proie aux attaques du mouvement islamiste radical Boko Haram. La menace terroriste pourrait être accentuée par l'instabilité croissante dans la région du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger). Dans le sud (Delta du Niger), des mouvements contestent la redistribution des revenus pétroliers.

- Des efforts pour réduire les lacunes en termes de gouvernance

Le Nigéria reste au bas du classement de gouvernance de la Banque Mondiale (184^{ème} en 2022 sur 214 pays) et progresse peu (185^{ème} en 2021). Son classement en matière de qualité de la réglementation est même en repli. Le pays est au 150^{ème} rang (sur 180) de l'indicateur de perception de la corruption de Transparency International 2022 (154^{ème} par en 2021).

Le Nigéria a été inscrit en février 2023 sur la « liste grise » des juridictions sous surveillance renforcée du Groupe d'Action Financière (GAFI), en raison de lacunes dans son système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Les Autorités se sont engagées à résoudre ces lacunes.

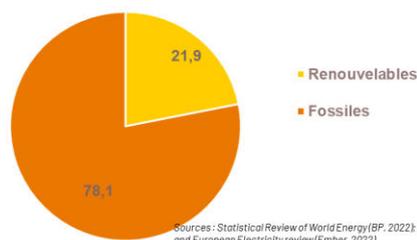
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Nigeria est à la fois très vulnérable au risque climatique (131^{ème} sur 180 selon l'indicateur ND Gain) mais émetteur modeste de CO2 si l'on prend en compte les émissions par habitant (127^{ème} sur 160). La vulnérabilité est variable selon les régions de ce vaste pays de près de 1 M km² et particulièrement élevée dans les régions du nord-est, très agricoles. La côte et ses activités pétrolières off-shore sont également exposées.

Le pays vise une réduction inconditionnelle de ses émissions de GES de -20% et de -47% sous conditions de financements extérieurs, à l'horizon 2030. En octobre 2021, à l'occasion de la COP 26, le président nigérien s'est engagé à **atteindre la neutralité carbone d'ici 2060**. Les mesures annoncées permettent au pays de se classer 29^{ème} sur 60 pays pour la politique climat.

La production d'énergie est responsable de 60% des émissions de CO2. L'électricité est principalement générée par les centrales à gaz.

Nigéria : production d'électricité par sources, en % (2020=28,16 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022) Global and European Electricity review (Ember, 2022)

Le Nigeria s'est engagé à porter à 30% sa production d'énergie renouvelable d'ici 2030 et à développer environ 250 GW de centrales solaires d'ici à 2060 dans le cadre des investissements dans l'hydrogène vert. Par ailleurs, 1 M de véhicules devraient être convertis au gaz d'ici 2025.

¹² Depuis l'organisation d'élections démocratiques au Nigéria (1999), tous les présidents avaient en effet été élus avec plus de 50% des votes.

¹³ Estimation BM sur la base du seuil de pauvreté national



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Chef économiste baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economies émergentes / Risque Pays

Anne-Sophie Fèvre Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier MENA, Turquie, Chine, ASEAN victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin France, pays développés, conjoncture PME laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau France, pays développés, conjoncture ETI thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.